

**FICHE INDIVIDUELLE A DESTINATION DES SERVICES D'EAU
PARTICIPANT A L'ETUDE CEP
DONNEES 2011**



Nom de la collectivité : Corenc

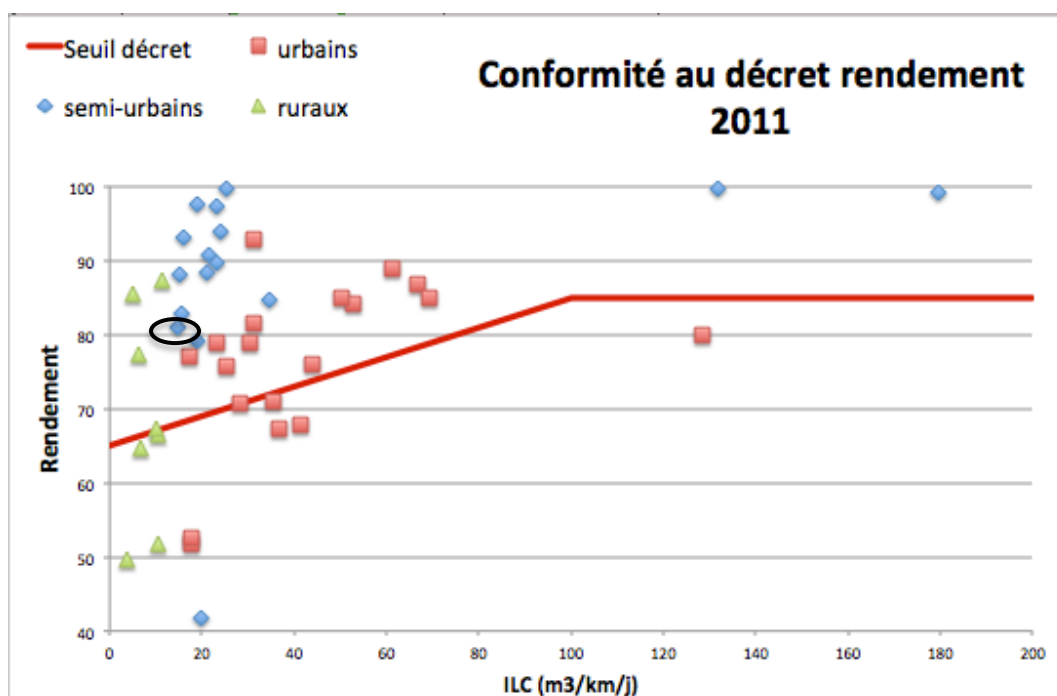
Type de collectivité : Commune

Les données présentées ci-dessous ont été renseignées par le service d'eau potable sauf celles marquées d'un astérisque « * ». Celles-ci ont été calculées à partir des données renseignées par les services, voir notice explicative.

COLLECTIVITE	PERIMETRE CEP
Généralités Abonnés : 1 491 ILC : 14,8 m ³ /km/j Habitants : 3 941 Densité habitants* : 105 hab/km Mode de gestion : Régie directe Branchements : 1 350 Date de règlement de service : Volume entrant : 241,6 Mm ³ 18/11/2008 Volume facturé : 205 Mm ³ Linéaire de réseau : 40,5 km Installation de traitement : oui	Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2 145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2 millions m ³
Gestion Patrimoniale Ouvrages : 1 captage, 3 maillages, 6 réservoirs Nombre total de compteurs : 1 450 Pourcentage de compteurs +12 ans : 30,3 % Linéaire renouvelé sur 5 ans : 6 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 3,20 % Connaissance de l'âge des réseaux : non	Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
Performance Rendement* : 82,3 % Indice Linéaire de Pertes* : 2,7 m ³ /km/j	Rendement CEP : 79,1 % ILP CEP : 12,0 m ³ /km/j
Décret "rendement" : Niveau de connaissance du patrimoine : 40/100 Seuil de rendement imposé par le décret* : 68,0 % Rendement 2011 : 82,3 % rendement lissé sur 3 ans* : 71 % <i>Graphe de conformité des rendements en p2</i>	Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1 % Rendement CEP lissé : 78,4 %
Branchements en plomb : Nombre de branchements en plomb restant connus : 209 Evaluation du coût de remplacement* : 376 000 € Estimation par le service d'eau de la fin des travaux : 31/12/15	Nombre CEP : 4.506 Total CEP : 9.787 k€
Données financières Recettes réelles totales de fonctionnement: 710 k€ Capacité d'autofinancement 2011* : 69 k€ Durée d'extinction de la dette 2011* : 12,9 ans Prix 2011 du service d'eau potable (base 120m ³) : 1,88 €/m ³ Evolution du prix depuis 2008* : 67,1 % <i>Graphique d'analyse p2.</i>	CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m ³ Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m ³ (2009)

* calcul CEP, voir notice explicative

Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret



Corenc est entourée.

Elle est à interpréter au regard des réseaux de typologie semi-urbaine (losanges bleus). En 2011 elle dépassait de plus de 14 points le rendement imposé par le décret "rendement". En 2008 (pas sur le graphique), son rendement était pourtant non conforme aux exigences du décret (3 points inférieurs). Le rendement s'est donc considérablement amélioré en quelques années.

Le niveau de rendement est très satisfaisant. S'il est maintenu, cela ne constituera plus un enjeu réglementaire pour Corenc.

On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP de Corenc est de 2,7 m³/km/j, et a diminué de plus de moitié en quelques années (8,6 m³/km/j en 2008). Ce niveau de fuite est tout à fait satisfaisant.

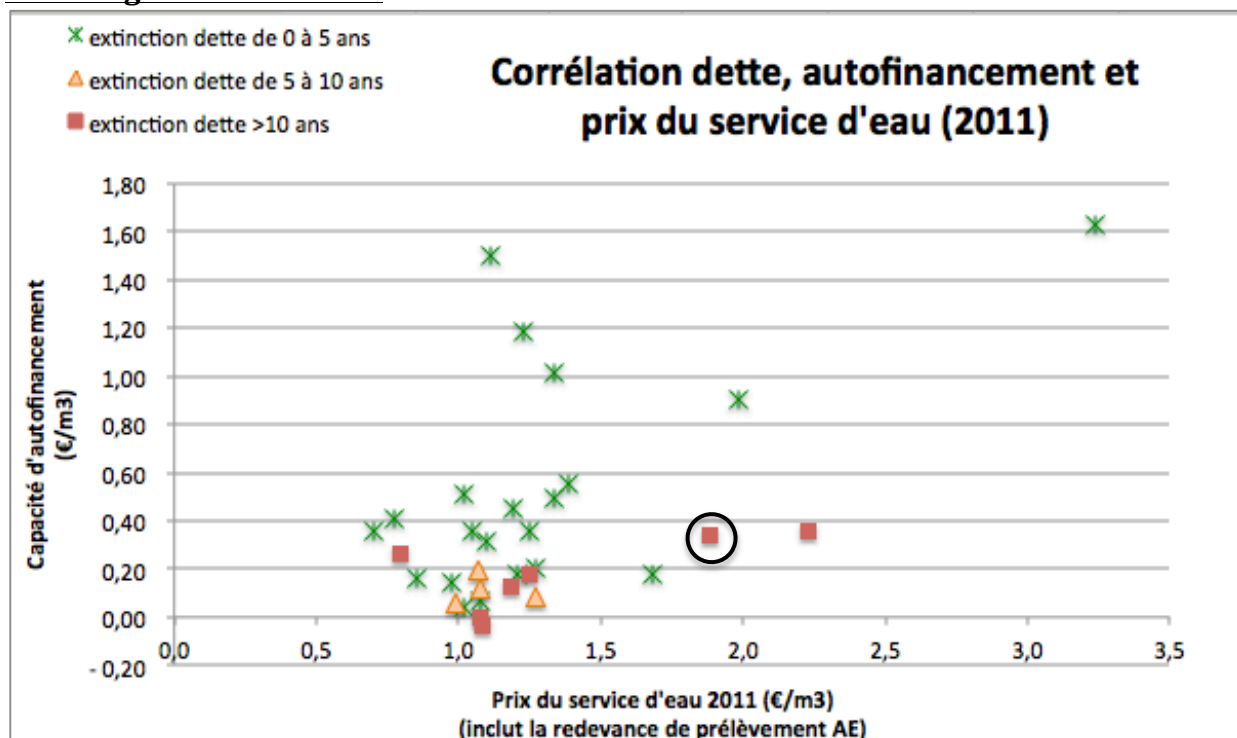
Depuis 2008, le service est très actif sur son réseau. Il a notamment mené de très importants travaux de renouvellement (3,2%/an pendant 5ans).

Avec ce niveau de performance, le service d'eau de Corenc peut consacrer ses efforts à d'autres priorités que la recherche de fuites.

On peut envisager l'amélioration du degré de connaissance du réseau. Le service a une connaissance non exhaustive du réseau (40/100), et n'a pas une connaissance totale de l'âge de ses conduites. Outre l'enjeu réglementaire qu'elle constitue, cette connaissance permet d'identifier facilement les zones vieillissantes du réseau et d'anticiper les futurs pics de renouvellement grâce à l'élaboration d'une pyramide des âges.

On notera enfin que 209 branchement en plomb étaient connus sur le réseau au moment de l'enquête et que le parc de compteur est raisonnablement jeune (30% des compteurs ont plus de 12 ans).

Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m³ (en abscisse).

Corenc est entourée.

Son extinction de dette est supérieure à 10 ans (12,9 ans) et elle dégagait en 2011 un autofinancement de 0,34 €/m³ facturé, pour un prix de l'eau de 1,88 €/m³.

Cela traduit *a priori* en 2011 une situation financière délicate pour le service d'eau.

En effet, le prix pratiqué est assez élevé par rapport aux prix pratiqués sur le territoire. Il permet de dégager un autofinancement relativement important de 34 cts/m³ facturés.

Le niveau de dette est de 1,6M€ en 2011. Si l'on consacrait l'intégralité de l'autofinancement à son amortissement, il faudrait 12,9 ans pour la rembourser en totalité.

Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

Les performances du réseau sont désormais très bonnes. Il ne semble pas que le service doive financer de nouveaux investissements.

Cependant, si c'était le cas, Corenc dispose d'une marge de manœuvre limitée en termes d'augmentation du prix de l'eau (prix déjà élevé). Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à long terme. Elle est également intéressante pour rembourser la dette au plus vite.

Pour un investissement ponctuel, une marge de manœuvre très restreinte reste disponible en matière d'emprunt. Il est toutefois déconseillé de s'imposer une durée d'extinction de dette supérieure à 10-12 ans, même si certaines collectivités du territoire, et ailleurs en France, s'imposent des durées supérieures à 20 ans.

A long terme, afin d'anticiper les possibles pics de renouvellement dus au vieillissement simultané des conduites, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux.